

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral
de mise en demeure du 5 juillet 2023
Société ECOBOIS-VALORISOL
Commune de Noyon**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2023 portant mise en demeure de la société ECOBOIS-VALORISOL sise à Noyon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le récépissé de déclaration délivré à la société ECOBOIS le 24 mai 2017 pour son site sis sur la commune de Noyon, au titre des rubriques n^{os} :

- 2260-2 (d) : broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques n^{os} 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW ;
- 1530-2 (d) : papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m³, mais inférieure ou égale à 20 000 m³ ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 février 2025 concluant que l'exploitant respecte la totalité des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant ce qui suit :

- Lors de la visite du 14 février 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :
 - La société ECOBOIS-VALORISOL a cessé son activité fin 2011 pour s'installer sur une autre commune de l'Oise (Villeneuve-les-Sablons), la notification de cette cessation définitive d'activité a été effectuée le 28 juillet 2023 ;

- La société ECOBOIS-VALORISOL a procédé à l'enlèvement de tous les déchets liés à son activité sur le site après départ ;
- La société ECOBOIS-VALORISOL a procédé à la mise en sécurité du site qu'elle exploitait ;
- La société ECOBOIS-VALORISOL respecte donc en intégralité les dispositions édictées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juillet 2023 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1er :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juillet 2023, délivré à la société ECOBOIS-VALORISOL sise sur la commune de Noyon, pour ses dispositions relatives à sa cessation définitive d'activité, sont abrogées.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Noyon pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Noyon fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

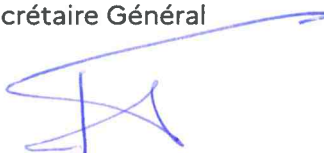
L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Noyon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **11 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société VALORISOL

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de Noyon

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

